

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE SEGOU
Cercle de San
Commune rurale de Fion

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE FION

2007- 2011

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Mars 2007

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le secteur agricole de la commune de Fion à l'instar du secteur agricole malien a connu une croissance au cours des quinze dernières années. Malgré cette performance de la production agricole, bon nombre de personnes souffrent de la sous alimentation. La diversification dans l'alimentation est limitée dans la commune.

Au Mali, les populations pauvres vivent essentiellement en milieu rural. Cette pauvreté limite l'accès d'une grande partie la population à la nourriture.

Les causes de l'insécurité alimentaire dans la commune sont nombreuses. On peut citer entre autres : les calamités naturelles à savoir les déprédateurs, les sécheresses ponctuelles ; la pauvreté et les maladies etc.

C'est compte tenu de tous ces facteurs que la commune de Fion a décidé d'élaborer un plan de sécurité alimentaire en vue d'assurer une sécurité alimentaire de la population.

L'objectif visé à travers cette activité est de doter la commune d'un instrument de planification et de négociation afin d'assurer la sécurité alimentaire dans la commune.

II. METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du Plan de Sécurité Alimentaire a commencé par la formation pendant 72 heures :

des élus et agents communaux des collectivités territoriales de San
des chefs de services locaux, dans la maison des jeunes à San.

- des représentants des associations de jeunes et de femmes et autres. Les thèmes ont porté sur :

la définition du concept de sécurité alimentaire,

les piliers de la sécurité alimentaire à savoir : la disponibilité des aliments, l'accès aux aliments, l'utilisation des aliments et la stabilité dans l'approvisionnement,

les étapes d'élaboration du plan de sécurité alimentaire.

Un atelier de planification a réuni pendant deux jours tous les conseillers communaux, les représentants des Chefs de village, des associations de femmes et de jeunes pour discuter des problèmes / contraintes des solutions liées à la sécurité alimentaire dans la commune

Le conseil communal, après de larges explications du document dont il a participé d'ailleurs à l'élaboration a adopté le présent plan.

III. OBJECTIFS :

Le programme de sécurité alimentaire vise à :

- Doter les communes d'un programme structurel de sécurité alimentaire réfléchi et élaboré par les communautés concernées
- Amener les communes à sortir des aides d'urgences

IV Présentation Générale de la commune

1) Organisation administrative

La commune rurale de Fio est une petite commune située à l'Est de la commune de Ténéni, cercle de San, région de Ségou. Non délimitée officiellement, elle couvre une superficie d'environ 20km² avec une population de 6 863 habitants (DRPSIAP 2007).

Elle est limitée :

à l'Est par les communes de Téné et de Baramandougou,

à l'Ouest par la commune de Ténéni,

au Nord par le fleuve Bani et au Sud par la commune de Somo.

La commune rurale de Fio compte sept (07) villages dont le chef lieu de la commune est le village de Fio.

Ses villages sont Fio, Dorola, Mantoura, Pona, Kononi, Kotèbè et Kamiankoro.

2) Traits physiques et humains

La commune de Fio est située dans la zone soudanienne ; le relief est plat avec quelques petites élévations au niveau des différents villages. Mais dans l'ensemble, le relief est plat. Le fleuve Bani longe la commune dans toute sa partie Nord. Ainsi la commune se trouve dans la vallée du fleuve favorisant du coup la culture ; la faune halieutique est également en baisse. Mais cette situation est surtout due à la baisse de la pluviométrie et au non aménagement des espaces de pêche.

La commune rurale de Fio est peuplée de plus de 5 686 habitants. La population est essentiellement composée de Bambara, Bobo et Peulh.

Comme partout ailleurs au Mali cette population est très jeune. Elle croît de 3% par an ; plus de 70% ont moins de 35ans. Aussi la structure de la population montre un taux de féminité supérieur au taux de masculinité comme dans la plupart des contrées du pays.

La migration est très forte dans la commune. En effet pendant la saison sèche, les villages sont vidés de leurs populations notamment les jeunes. Toute la population potentiellement active émigre vers les grandes villes comme San, Ségou, Bamako, Koulikoro, Koutiala, Sikasso et Niono) et les pays limitrophes (Burkina Faso, Côte d'Ivoire) voire ailleurs dans le monde (Nigeria, Ghana, Libéria, Sierra Léone, etc.). Cette situation constitue une des raisons des fréquentes disettes que la commune connaît presque chaque année.

3) Organisation administrative et sociale

Comme la plupart des sociétés africaines en générale et maliennes en particulier, la société est divisée en classes dans les différents villages de la commune. Ainsi, on y trouve des nobles, des esclaves affranchis devenus membres de la société, des castes (griots et forgerons), les Gaoulas et autres. A la tête du village, se trouve un chef soit élu par la population soit intronisé par descendance. Autour du chef de village, se trouve un conseil de village dont le nombre varie en fonction de la taille du village et de la lignée des familles. C'est le conseil qui discute les affaires courantes du village telles que les mariages, les crimes, les vols ou toutes autres transgressions des interdits du village. En quelque sorte, c'est l'organe délibérant et d'exécution du village.

L'avènement de la décentralisation a été accueilli avec enthousiasme dans les différentes localités du Mali.

La grande méfiance existant entre l'administration et les administrés disparaît peu à peu. Cette situation a été rendue possible grâce à la mise en place et au dynamisme des conseils communaux.

Ainsi la commune rurale de Fio est gérée par un conseil communal de onze (11) membres.

4) Situation socio-économique de la commune

A l'instar de la nation malienne, la commune de Fio est une commune à vocation agro sylvo-pastorale. C'est ainsi dire que l'économie repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage et la pêche.

La production agricole concerne aussi bien les céréales sèches que le riz. La production céréalière est en deçà des besoins des populations à cause de la dégradation des sols, de la grande occupation humaine, des techniques culturales archaïques et peu productives, de la baisse du régime pluviométrique, etc.

La commune recèle un potentiel important de possibilités offertes par les plaines, mais qui sont insuffisamment ou presque inexploité faute d'aménagement.

L'élevage joue une place importante dans l'activité quotidienne des populations.

Le cheptel non moins important gagne de plus en plus la vie de la population.

En effet, autrefois décimé par la sécheresse et par la réduction des espaces de pâture, l'élevage gagne de plus en plus l'esprit des paysans qui en font maintenant une source de revenu très importante pour les ménages. Il est aussi à signaler que les gros propriétaires de bétail préfèrent conduire leurs bétails dans les zones herbeuses de la région de Sikasso, Mopti et Koutiala. Cet état de fait n'est pas sans conséquence sur le potentiel en lait qui reste insuffisant voire rare dans la commune surtout pendant les périodes sèche et chaude. Pendant la récolte des céréales, nous assistons à des conflits de plus en plus fréquents et graves entre agriculteurs et éleveurs dus au retour du cheptel dans les plaines et aussi à la réduction des espaces de pâture.

La pêche jadis fructueuse est de plus en plus improductive à cause de la faible pluviométrie. La sécheresse et la mauvaise gestion des pêcheries (destruction des zones de frayeurs, inadéquation des engins de pêche, mauvaises techniques de pêche, etc.) sont en réalité les causes de la baisse de la production des pêcheurs et les besoins de plus en plus importants en armement de plus grandes capacités (grandes pirogues, filets maillants, etc.)

Les pêches traditionnelles organisées au début de l'hivernage sont aussi des causes de la baisse de la production des pêcheries, car au cours de cette manifestation, soit on pêche tous les poissons même les plus petits qui auraient dû être les progénitures, soit le reste est piétiné dans la boue et meurt par étouffement ou par pollution.

Les produits de cueillette comme le karité, le zaban (landolphia), les raisins sauvages, les n'gouna (sterculia) et autres qui constituaient les appoints durant les périodes difficiles manquent à cause de la coupe abusive des arbres.

Le commerce est pratiqué un peu partout dans la Commune. Il concerne surtout les produits de l'agriculture de l'élevage et de l'artisanat.

L'artisanat est peu développé dans la commune. Les femmes qui paraissent disposées à développer ce secteur manquent de manière criarde de savoir faire et d'équipement notamment pour la fabrication du savon, la transformation des noix de karité et la promotion de la teinture.

Néanmoins, la commune recèle de nombreuses potentialités, atouts et ressources qui ne demande qu'à être valorisées. Ce sont le fleuve Bani, les différents marigots avec leur grande potentialité de maraîchage, le sable et le gravier du Bani, etc.

5) Les infrastructures et équipements collectifs

Education

La Commune est dotée :

- ✓ d'une école communautaire de six classes construites en dur dans le village de Fio,
- ✓ un CED à Dorola,
- ✓ un centre d'alphabétisation non fonctionnel à Kotèbè
- ✓ une medersa de trois classes à Pona. Dans presque tous les villages bambaras, l'enseignement coranique est très pratiqué.

Santé

Il existe un CSCOM construit grâce au FIDA (PDR) à Fio.

Hydraulique

Chaque village dispose d'un forage en plus des puits modernes à Fio, Pona Kotèbè et Kononi.

Sport

Il n'y a pas encore d'infrastructures sportives dans la commune. Les terrains vagues aménagés sommairement durant la saison sèche disparaissent pendant la saison des cultures à cause de l'occupation agricole. Vu l'intérêt des jeunes pour le sport, il serait souhaitable de trouver une solution adéquate à cette situation.

Transport et communication

La commune est dépourvue de tout réseau de communication et cela s'accroît durant la saison des pluies à cause des marécages, de la boue et la rentrée du fleuve Bani et des eaux venant du Burkina Faso.

La route Nationale RN6 est à 15 ou 20 Km par endroit de la commune. Aussi entre les villages, il existe des pistes rurales peu praticables pendant l'hivernage.

La communication est le goulot d'étranglement de la commune rurale de Fio.

Il existe une cabine téléphonique à Fio. Dans ce domaine, tout est à faire ici.

V. Contraintes liées à la sécurité Alimentaire

TABLEAU DE DIAGNOSTIC

PILERS	ATOUTS/POTENTIALITES	CONTRAINTES/PROBLEMES	SOLUTIONS PROPOSEES
DISPONIBILITE	Terres	Faible rendement des sols	Augmenter le rendement des sols
	Plaines	Plaine non aménagée	Aménager la plaine
	Bras valides	Non maîtrise des techniques de cultures	Former en techniques de cultures
	Présence des Services techniques	Faible encadrement des paysans par les services techniques	Renforcer l'encadrement des paysans
	Cheptel	Absence de pistes de passages des animaux	Aménager des pistes de parcours d'animaux Aménager des espaces de pâturages
	Foret	Coupe abusive du bois, Disparition des arbres fruitiers	Planter et entretenir au moins 1400 pieds d'arbres Réglementer la coupe de bois Initier des AGR
	Fleuve Bani	Appauvrissement en poissons	Aménager un étang piscicole
ACCES	Activités artisanales	Faible technicité de transformation	Renforcer la technicité des artisans
	Maraîchage	Difficulté d'accès à l'eau de maraîchage	Faciliter l'accès à l'eau de maraîchage
	Elevage	Eleveurs non organisés	Organiser les éleveurs en coopérative
	Caisse d'épargne	Mauvaise gestion du crédit	Améliorer la gestion due micro crédit
UTILISATION	Céréales	Faible pouvoir d'achat	
	Légumes	Méconnaissance des techniques de conservation et de transformation	Former en techniques de conservation et de transformation
	CSCOM	Faible fréquentation du CSCOM par la population	Augmenter le taux de fréquentation du CECOM
STABILITE	Marché	Faible pouvoir d'achat	Initier et Développer les AGR
	Banques de céréales	Insuffisance de banques de céréales	Augmenter le nombre de BC
	Pistes rurales	Impraticabilité des pistes pendant l'hivernage	Réparer les pistes rurales

VI. Plan quinquennal de sécurité alimentaire de la Commune Rurale de Fio (période 2007-2011)

CONTRAINTES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	INDICAT.	COUT En milliers de F CFA	LOCAL.	INTERV.	PERIODE	RESP.
Disponibilité alimentaire									
Faible rendement des sols	Augmenter le rendement des sols	- Formation de 70 paysans en techniques culturales	- 70 paysans sont formés en techniques culturales, en production de fumure	- Nombre de paysans formés	1 400	commune	Commune, paysans, Services techniques, Partenaires au développement	2008 -2009	Maire
	Renforcer les capacités des paysans en techniques de cultures	- Introduction les semences adaptées et améliorées -Production la fumure organique	Sensibiliser sur la production de fumure	- Thèmes de formation - Nombre de séances de sensibilisation	140				
Plaine non aménagée	Aménager la plaine	Creusement d'un canal	Le canal est creusé	un canal	50 000	Mantoura, Pona	Commune, paysans, Services techniques, Partenaires au développement	2010	Maire
Faible encadrement des paysans par les services techniques	Renforcer l'encadrement des paysans	Encadrement de 70 paysans en techniques de culture	70 paysans sont encadrés	Nombre de séances d'encadrement des paysans en technique de culture réalisé	2 625	commune	Commune, Services techniques,	2009- 2010	Maire
Absence de pistes de passages des animaux	Aménager des pistes de parcours d'animaux	Délimitation de 28 pistes de parcours des animaux	28 pistes de parcours délimités	Nombre de pistes délimités	7000	commune	Commune, paysans, Services techniques,	2009	Maire
	Aménager des espaces de pâturages	Aménagement 7 espaces de pâturages	7 espaces de pâturages sont aménagés	Nombre d'espaces de pâturages aménagés	8 400			2009- 2011	
Coupe abusive du bois, Disparition des arbres fruitiers (néré, karité, tamarin etc.)	Protéger l'environnement	- Plantation et entretien 1400 pieds d' arbres - Elaboration d'une convention de gestion des ressources ligneuses	1 400 pied d'arbres plantés et entretenus une convention est élaborée	Nombre de pieds plantés et entretenus La convention	500 500	Commune	Commune, villages Services techniques,	2007- 2008	Maire

Appauvrissement du fleuve en poissons	Aménager des étangs piscicole	Aménagement de 2 étangs piscicoles	2étangs aménagés	Nombre d'étangs aménagés	30 000	Fio, Mantoura	Commune, villages Services techniques	2010	Maire
Accès aux aliments									
Faible technicité de transformation	Organiser les artisans Renforcer la technicité des artisans	Création d'une coopérative des artisans Construction 2 des centres multifonctionnels	Une coopérative créée 2 centres construits	La coopérative Nombre de centres construits	500 40 000	commune	Maire, artisans Services techniques, Partenaires au développement	2011	maire
Difficulté d'accès à l'eau de maraîchage	Faciliter l'accès à l'eau de maraîchage	Creusement de 7 puits à grand diamètre Réalisation de 7 forages	7 puits à grand diamètre 7Forages	Nombre de puits à grand diamètre Nombre de forages	56 000 28000	commune	Maire, maraîchers Services techniques, Partenaires au développement	2007à 2011	maire
Eleveurs non organisés	Organiser les éleveurs en coopérative	Création d'un espace d'échange entre les éleveurs, une coopérative	Une coopérative est créée	La coopérative Nombre et thèmes de rencontre	500	commune	Maire, éleveurs, paysans, Services techniques,	2011	Maire
Faible pouvoir d'achat	Augmenter le pouvoir d'achat	Initiation de maraîchage dans 3 villages Initiation ou renforcement de 3 caisses de crédits	Le maraîchage est initié dans 3 villages Des caisses sont renforcées ou initiées dans 3 villages	3 périmètres maraîchers sont aménagés Nombre de caisses renforcées ou créées	30 000 30 000	commune	Maire, associations, groupements, coopératives Partenaires au développement	2007 à 2011	maire
Mauvaise gestion du crédit	Améliorer la gestion du micro crédit	Formation de 45 personnes de 7associations/groupements, et 2 coopératives en gestion de micro crédits	45 personnes de 7 associations ou groupements, et 2 coopératives sont formés en gestion de micro crédits	Nombre d'associations/groupements, de coopératives formés	1 000	commune	Maire, associations, coopératives Services techniques, Partenaires au développement	2008 à 2009	Maire

Utilisation de la nourriture									
Méconnaissance des techniques de conservation	Renforcer les capacités techniques des maraîchers	- Formation de 35 maraîchers en techniques de conservation et de transformation de légumes - Organisation de 14 séances de démonstrations culinaires avec 7 groupements de femmes	35 maraîchers sont formés en techniques de conservation et de transformation - 14 séances faites	Nombre de maraîchers formés Nombre de séances	700 350	commune	Maire, maraîchers, groupements, Services techniques,	2008 à 2009	maire
Faible fréquentation du CSCOM par la population	Augmenter le taux de fréquentation du CECOM	Organisation de 35 séances de sensibilisation et de mobilisation sur la fréquentation du CSCOM	35 séances de organisées	Nombre de séances organisées	875	commune	Elus, agents de santé	2007 à 2011	maire
Stabilité dans l'approvisionnement									
Insuffisance de banques de céréales	Augmenter le nombre de Banques de céréales	Création et alimentation de sept banques de céréales dans 7 villages de la commune	7 banques créées et alimentées	Nombre de banques créées et alimentées	5 250 47 250	commune	Maire, villages Services techniques, Partenaires au développement	2007 à 2011	maire
Impraticabilité des pistes pendant l'hivernage	Rendre accessible les voies en toute saison	Réparation de 7 pistes rurales	7 pistes réparées	Nombre de pistes réparées	1 750	commune	Maire, villages Services techniques, Partenaires au développement	2007 à 2011	maire
T O T A L					342 740				

VII. PROGRAMME ANNUEL 2007 (activités à réaliser en un an et la répartition de leur coût)

COMPOSANTES	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT en milliers de F CFA	SOURCES DE FINANCEMENT			LOCALISATION
				COMMUNE	ETAT	PARTENAIRES	
Disponibilité	- Planter et entretenir 1400 pieds d' arbres	Nombre de pieds plantés et entretenus	500	500	-	-	Chaque village
	- Elaborer une convention de gestion des ressources ligneuses	La convention	500	500	-	-	commune
Sous total			1 000	1000			
Accès	Creuser 7 puits à grand diamètre	Nombre de puits à GD	56 000	2800	44 800	8400	Tous les villages de la commune
	Réaliser 7 forages	Nombre de forages	28 000	1400	22 400	4 200	
Sous total			84 000	4 200	67 200	12 600	
Utilisation	Organiser 35 séances de sensibilisation et de mobilisation sur la fréquentation du CSCOM	Nombre de séances organisées	875	875	-	-	commune
Sous total			875	875			
Stabilité	Initier le maraîchage dans 3 villages	3 périmètres maraîchers sont aménagés	30 000	750	-	29 250	3 villages
	Initier ou renforcer 3 caisses de crédits	Nombre de caisses renforcées ou créées	30 000	-	30 000	-	commune
	Créer et alimenter sept banques de céréales dans chaque village de la commune	Nombre de banques créées et alimentées	5 250 47 250	525 -	4 725 47 250	- -	Tous les villages
	Réparer 7 pistes rurales	Nombre de pistes réparées	1 750	1 750	-	-	commune
Sous total			114 250	3025	81 975	29 250	
TOTAL			200 125	9 100	149 175	41 850	

VIII. Stratégie de la mise en oeuvre du plan

Pour garantir l'atteinte des objectifs assignés dans le présent plan le conseil communal :

- * doit le ventiler à tous les partenaires techniques de la collectivité
- * Faire une large diffusion du document.
- * doit, de commun accord avec la communauté et les partenaires techniques et financiers, élaborer des mécanismes de mobilisation des ressources financières pour la réalisation des actions retenues dans le plan au cours des ateliers annuels de concertation.

IX. Mécanisme de suivi/ Evaluation des projets

Pour assurer le suivi/évaluation, une commission technique sera mise en place. Conformément aux dispositions de la loi 95-034 portant code des collectivités territoriales en République du Mali, cette commission fournit un rapport d'étape sur l'exécution du plan au conseil communal afin de permettre une prise de décision conséquente pendant les sessions ordinaires.

A ce titre, la commission doit être dotée de moyens pour permettre son bon fonctionnement. Avant l'élaboration du budget de l'année suivante, la commission doit fournir un bilan sur l'état d'exécution du plan opérationnel de l'année en cours.

X. Mode de gestion des projets

Pour la mise en œuvre des projets retenus, un comité de gestion sera mis en place et formé à la maîtrise d'ouvrage. Ce comité doit faire un compte rendu fidèle à la commission technique de suivi du plan.

Le financement des projets sera assuré par l'apport des communautés bénéficiaires (matériels et/ou financiers), de la commune d'une part, des partenaires de la collectivité (ONG, Jumelage ...) et de l'Etat d'autre part.